

L'ENQUETE SOCIOLOGIQUE, OUTIL D'ANALYSE DU MANAGEMENT D'UNE FILIERE ANIMALE. LE CAS DE LA FILIERE CAPRINE DE POITOU-CHARENTES VENDEE

LE GUEN R. (1), JÉNOT F. (2)

(1) Laboratoire LARESS, Ecole Supérieure d'Agriculture d'Angers - 55, Rue Rabelais - BP 30748 - 49007 ANGERS Cedex 01

(2) Fédération Régionale des Syndicats Caprins de Poitou-Charentes Vendée - 12 bis, Rue Saint Pierre 79500 Melle (2) Faculté de géographie 99, av. Recteur Pineau. 86000 POITIERS

RESUME

La problématique de l'enquête menée auprès d'un échantillon d'éleveurs caprins de la région Poitou Charentes Vendée part du constat d'une double menace pour la filière régionale :

- a) le bassin laitier se déplace tendanciellement vers le Nord-Ouest de la France,
- b) malgré une dynamique positive de consommation des produits transformés, une forte majorité d'éleveurs expriment une relation négative à l'aval de la filière. A la différence des explications économiques fréquentes en termes de concentration et de performances des entreprises, notre approche consiste à étudier les logiques socioprofessionnelles des éleveurs, pour analyser leurs rapports au temps, à la filière et au territoire. On observe que, d'un côté, la diversité sociale de l'exercice du métier d'éleveur constitue un facteur explicatif de la délocalisation de la production, et que, d'un autre côté, leur position dans la filière exprime très majoritairement un sentiment négatif de dépossession à l'égard d'une dynamique régionale de marché et de territoire pourtant favorable.

INTRODUCTION

Cette étude est née de l'idée d'évaluer la dynamique et le management d'une Interprofession Régionale d'élevage, le Bureau Régional Interprofessionnel du Lait de Chèvre de Charentes-Poitou (ou BRILAC), à partir des points de vue des éleveurs caprins. Sa problématique part d'un double constat :

- a) Depuis un $\frac{1}{4}$ de siècle, la production laitière caprine en Poitou-Charentes *se déplace tendanciellement* du sud vers le nord-ouest de la région, et même vers certains départements des Pays de la Loire et de Bretagne. Une nouvelle phase semble en cours répondant à deux facteurs d'évolution distincts :
 - les systèmes de production de grandes cultures s'étendent dans le sud-est de la région, entraînant une quasi-spécialisation de grandes exploitations qui abandonnent progressivement l'élevage, notamment caprin ;
 - les industriels laitiers cherchent à s'approvisionner en collectant plus de lait au meilleur prix, au besoin dans d'autres territoires de production français et européens.
- b) La dynamique interne de la filière régionale semble par ailleurs se caractériser par *deux niveaux de tension*: l'un entre les producteurs et les entreprises de transformation, portant sur le processus de définition et de rémunération de la qualité du lait ; l'autre

correspondant aux pressions agricoles et rurales qui s'exercent sur les systèmes d'élevage et leurs territoires, dont les collectivités territoriales entendent désormais se faire les interprètes localisés. En l'absence de politique coordonnée d'identification territoriale de la production, les acteurs régionaux du territoire et de la filière considèrent que le potentiel d'élevage de Poitou Charentes est menacé de déclin.

1- MATERIEL ET METHODES

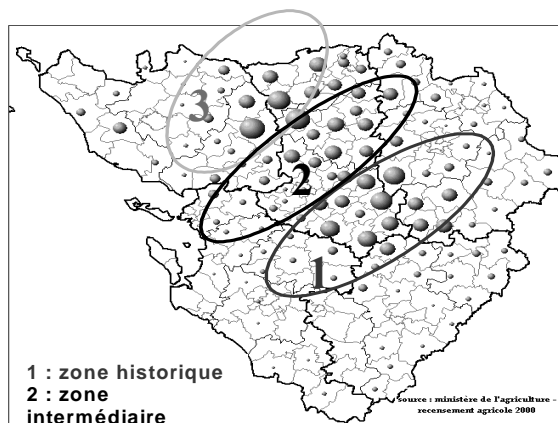
Alors que les dynamiques spatiales des activités sont généralement étudiées en sciences sociales à partir des structures (spécialisation, concentration) et des performances économiques des entreprises (productivité, valeur ajoutée), notre approche a consisté à les analyser selon une posture sociologique compréhensive des acteurs, en identifiant la diversité de leurs logiques (Commandeur M et al., 2006) et les rapports entre celles-ci et les perceptions de leur place dans la filière et sur le territoire.

Pour ce faire, une enquête sociologique par questionnaire a été menée en 2005-2006 auprès de 104 éleveurs caprins, choisis aléatoirement à partir d'un découpage territorial de la zone de production Poitou-Charentes - Vendée (Deux-Sèvres, Vienne, Charente, Charente-Maritime, Vendée) en trois dynamiques de production caprine, établies sur la base d'études historiques : une zone 1 appelée « historique », une zone 2 « intermédiaire », une zone 3 « en développement » (cf. carte 1) (Bacle et al., 2006).

Puis, sur la base de groupes de variables significatives portant sur les pratiques et les façons de voir par type de préoccupation issues d'une préenquête (production, travail, implication dans la profession, vision de l'avenir), nous avons construit une typologie des logiques professionnelles, que nous avons mise en relation avec les territoires de développement et avec les positions des éleveurs dans la filière et sur les territoires.

Nous avons ensuite utilisé le module typologie du logiciel permettant de définir différents groupes par croisement de plusieurs variables. Cette typologie ainsi établie fut alors croisée avec d'autres variables, dites explicatives.

Carte 1 : Trois zones d'enquête définies selon les territoires de développement



3 : nouvelle zone en développement

2 - RESULTATS

21 - Une grande diversité de logiques productives

A partir des pratiques et préoccupations des éleveurs (pilotage de l'atelier caprin, ambition de résultat économique et de conditions de vie, engagements), l'analyse des résultats aboutit à 5 types de logiques d'éleveurs caprins (cf. tableau 2 en annexe) :

- 1 - les chevriers centrés sur l'atelier : 18% des éleveurs ;
- 2 - les agriculteurs entrepreneurs : 30% ;
- 3 - les chevriers socioprofessionnels : 17% ;
- 4 - les éleveurs de petite taille économique : 26% ;
- 5 - les éleveurs valorisateurs : 9%.

Ces catégories indiquent une grande diversité de conceptions du métier, d'implication dans la profession agricole et de vision de l'avenir professionnel, correspondant à 3 dynamiques de production différentes.

- a) Bon nombre d'éleveurs des types n°2 et 4 (56% de la population, 52% de la production), pourraient arrêter leur atelier caprin dans les années à venir. Les chevriers de petite taille économique constituent un groupe fragile ; leurs structures ne permettent pas d'envisager l'avenir avec sérénité car ils ne présentent pas de reprise assurée, et une grande partie d'entre eux sont âgés de plus de 50 ans. A l'opposé de l'espace économique, les agriculteurs entrepreneurs (40 ans de moyenne) sont surtout préoccupés de maximiser leur revenu global d'exploitation et peu attachés à l'organisation collective de la filière caprine. Même s'ils ont pour l'instant confiance dans l'avenir de la production, nombre d'entre eux seraient prêts à devenir des cultivateurs purs. Ils constituent un type réactif mais peu passionné par l'élevage caprin.
- b) Deux autres types (n° 1 et 3, le 1/3 du nombre, 46% de la production) investissent à long terme en lait de chèvre. Confiants dans l'avenir de la production, les chevriers centrés sur l'atelier caprin entendent investir surtout dans la dimension qualitative de leur métier (amélioration de leurs conditions de vie et de travail), en souhaitant une limitation de l'offre de la filière. Plus libéraux et inquiets de l'avenir des marchés mais tout aussi attachés à leur atelier, les éleveurs socioprofessionnels entendent quant à eux se maintenir par la croissance individuelle.
- c) Enfin, le 5^{ème} type, les éleveurs valorisateurs ((1/10^{ème} du nombre et 3% de la production) est porteur d'une stratégie spécifique : satisfaits de l'orientation en transformation mais incertains de l'avenir de leur microfilière.

Ces logiques et dynamiques de production sont corrélées aux trois territoires de développement précédents (Tableau 1). Les exploitants présentant la probabilité la plus forte de continuer la production caprine - n°1 : les « chevriers centrés sur leur atelier » et n°3 : les « socioprofessionnels » -, sont majoritairement présents dans la zone d'expansion laitière (zone 3), alors que ceux qui présentent la plus grande probabilité d'arrêt (n°2 et 4) sont majoritairement dans la zone historique (zone 1) : cela confirme l'existence du risque de déplacement du sud-est vers le nord-ouest. Cette dynamique indique donc qu'une délocalisation de la production vers le Nord-ouest français est tout à fait envisageable.

Tableau n° 1

Des types d'éleveurs inégalement répartis selon les dynamiques territoriales de la production

Types (en %)	Zone 1	Zone 2	Zone 3	TOTAL	Poids global
1 - Les chevriers centrés sur l'atelier	16	37	47	100	18
2 - Les agriculteurs entrepreneurs	26	35	39	100	30
3 - Les chevriers socioprofessionnels	17	17	66	100	17
4 - Les chevriers de petite taille économique	44	22	34	100	26
5- Les éleveurs valorisateurs	26	48	26	100	9
Total	25	35	40	100	100

Ces logiques définies sur la base des perceptions de la réalité par les éleveurs sont partiellement corrélées avec les *débats* entre eux sur l'aval de leur métier. On distingue en effet d'un côté des éleveurs orientés vers des marchés de grande consommation (surtout dans les types 3 et 4), et de l'autre côté des logiques d'éleveurs de type artisans transformateurs (type 5), revendiquant la promotion d'un mode de développement durable et d'orientations productives en harmonie avec les attentes consuméristes et citoyennes. Ce débat porte aussi sur la hiérarchie des fonctions de l'activité : à quel niveau placer la fonction de production, au regard des autres fonctions de l'agriculture sur le territoire ?

22 - Une coupure avec l'aval fortement ressentie

En réponse au questionnement qualitatif sur les perceptions que les enquêtés avaient de leur rôle et de leurs relations avec les laiteries, donc de leur pouvoir, on s'aperçoit que leurs positions varient peu selon les types de logiques précédentes. Ainsi, à une question sur leur fonction dans la filière, les éleveurs répondent à 85% qu'ils sont d'abord des « *livreurs de lait* », et seuls 17% se voient « *acteurs-décideurs* » au sein de la filière. Même si la majorité des éleveurs se considèrent comme un élément clé d'une filière économique très organisée, ils expriment un sentiment d'impuissance à l'égard de son aval. On ne peut pour autant les qualifier de passifs car 41% d'entre eux revendiquent plus d'influence et de pouvoir de décision au sein de la filière. Beaucoup ressentent donc un fort déficit de pouvoir économique.

64% des éleveurs se sentent mal reconnus par les laiteries. Et ils n'ont pas l'impression de l'être davantage par celles de statut coopératif, même si celles-ci collectent le lait dans 70% des exploitations. Par exemple, aucun éleveur n'a dit adhérer à une coopérative pour des valeurs collectives qu'elle symboliserait. En outre, la mixité laitière (chèvre et vache) de maintes laiteries coopératives régionales conduit les enquêtés à estimer que ce sont les producteurs de lait de vache qui dirigent ces structures. En tout cas, eux, les producteurs caprins, ont le sentiment de ne pas disposer d'un pouvoir correspondant aux flux financiers et aux bénéfices que leur secteur génère au sein de ces laiteries. Certes, de part leur statut coopératif, celles-ci sont censées établir des liens territorialisés stables et forts entre producteurs et transformateurs. Mais cette identité laitière globalisée empêche les éleveurs de voir positivement les interactions entre acte de production, produit et territoire.

Ce constat porté par les éleveurs sur la transformation est redoublé par leur regard sur l'interprofession caprine régionale BRILAC. Même si celle-ci existe depuis 1981, regroupant les représentants des éleveurs et des entreprises laitières en vue d'orienter la filière et promouvoir la production, 42% des éleveurs disent ignorer la notion même d'interprofession, son rôle et son existence à l'échelon régional. En outre, pour 17% des éleveurs enquêtés, le sigle n'évoque que la cotisation au litre de lait mentionnée et prélevée directement sur la fiche mensuelle de paiement du lait. On s'est interrogé sur une telle méconnaissance du BRILAC, en 2006, au sein d'une filière en croissance économique continue.

23 - Un décalage symbolique symptomatique

Si les éleveurs semblent peu attachés à leur entreprise de transformation et à l'Interprofession, ils sont toutefois près de 9 sur 10 à déclarer connaître les produits que la laiterie fabrique à partir de leur lait. C'est, pour 36% d'entre eux, un moyen de juger de la qualité de valorisation de leur lait produit sur la ferme. Par contre, ils sont peu intéressés pour communiquer sur les produits finis car seuls 9% évoquent cette possibilité.

A la question « *selon vous, quelle image le consommateur se fait-il du fromage de chèvre ?* », 52% des éleveurs estiment que celui-ci bénéficie d'une bonne image. Dans 34% des cas, c'est l'idée d'un produit « haut de gamme » qu'ils mettent en avant, et ils ne pensent pas que le chèvre soit un produit de consommation courante dans l'esprit du consommateur (8%). Ils sont persuadés non seulement de l'image positive du fromage de chèvre, mais également de celle de l'animal d'élevage. Par contre, celle du métier d'éleveur diffusée par le marketing, est plus problématique. Car si les enquêtés estiment que l'image de leur métier dans la société est plutôt positive, près des 2/3 affirment qu'elle est en *décalage* avec la réalité. Ils estiment que le chevrier est apparenté dans l'imaginaire collectif à un « *producteur traditionnel* », gardant ses chèvres au pâturage. S'ils pensent que la promotion des produits est primordiale, ils ne sont pas pour autant en phase avec ce *contenu* de la communication qu'ils considèrent comme une sorte d'image d'Epinal décalée. Si 45 % des éleveurs disent constater et comprendre ces approches marketing qui plaisent au consommateur et font vendre le produit, 40% déclarent néanmoins désapprouver l'utilisation d'une fausse représentation de leur métier, d'une publicisation virtuelle potentiellement préjudiciable à leur profession. Cette position se traduit par la crainte, à plus ou moins brève échéance, d'une crise sanitaire médiatisée au sein de leur filière. Le fait d'induire en erreur aujourd'hui le consommateur sur les méthodes d'élevage (par exemple, les chèvres sont élevées principalement en bâtiment et non au pâturage) pourrait se retourner contre la filière et les éleveurs lors d'une crise qui attirerait l'attention des média sur une réalité « cachée ».

3 - DISCUSSION

Les positionnements des éleveurs face aux autres acteurs de la filière et à leurs partenaires financiers, ne sont certes pas monolithiques. Ainsi, à travers leurs projets de développement, certains cherchent à améliorer la productivité et la compétitivité de leur système de production, en inscrivant toujours plus leur finalité dans une représentation productive de l'élevage. D'autres, minoritaires, se placent à l'inverse dans une finalité de rattachement de l'élevage à son territoire, que ce soit dans la perspective de l'emploi en milieu rural, de la durabilité et de la diversification des fonctions agricoles (production fermière, circuit court,

production biologique, production durable, production en démarche AOC, développement de projet pédagogique, etc.). D'autres enfin sont préoccupés de faire survivre leur exploitation jusqu'à leur retraite et subissent leur environnement commercial.

Mais, globalement, le décalage est frappant entre la diversité des façons d'être éleveur caprin et le sentiment quasi unanime des producteurs d'être considérés par l'aval comme des exécutants d'un process industriel et des objets folklorisés à des fins de marketing. Cette contradiction peut probablement s'expliquer par la structure des liens économiques entre producteurs et transformateurs. Si les valorisateurs, qui s'inscrivent en opposition avec un mode production « industriel », ont opté pour des microfilières bien différenciées, la dureté de leurs conditions de travail et de vie ne permet pas d'en faire une alternative durable ni encore moins globale. Les chevriers centrés sur leur atelier sont peu critiques, mais ils redoutent la gestion libérale de la production qu'ils pensent surtout profitable aux laiteries. De leur côté, les socioprofessionnels sont partisans de l'indépendance des producteurs, mise à mal dans la zone en développement par les contrats de production auxquels souscrivent les plus jeunes pour développer leur atelier. Les entrepreneurs ont d'autres fers au feu, en grandes cultures. Pour des motifs hétérogènes, les éleveurs convergent donc pour souligner leur difficulté à être des acteurs économiques et territoriaux en secteur caprin, dans un contexte commercial pourtant très favorable. Le manque d'intérêt pour l'identité territoriale, qui domine, peut refléter ce sentiment de dissymétrie.

Si les éleveurs de chèvres restent en majorité attachés à la réalité actuelle du métier et de la ruralité qu'ils ont choisis, ils rejettent donc les représentations traditionalistes de l'élevage présentes dans le marketing de l'industrie laitière. Cette reconstruction symbolique de leur travail et de leur territoire productif subie par les éleveurs accentue le décalage entre production et transformation. Dans un contexte où la production caprine est dotée d'une image très positive auprès des consommateurs et des citoyens, la tension exprimée par les éleveurs mériterait sans doute une réflexion approfondie pour établir des liens positifs entre éleveurs livreurs de lait et consommateurs et générer ainsi la confiance de l'amont vis-à-vis de l'aval industriel, via l'interprofession, qui pourrait alors débattre de la logique de ces images et de son évolution.

CONCLUSION

On peut s'interroger sur les effets de ce décalage - entre diversité des logiques productives et forte homogénéité des perceptions de l'aval - sur les dynamiques d'acteurs de la filière caprine régionale et sur celles du développement des territoires concernés. Quel serait l'avenir du management de la filière assuré par le BRILAC, si les orientations des éleveurs n'étaient pas prises en compte par leur aval ? Même si le développement économique de la filière caprine est tiré par la consommation, une bonne part des producteurs semblent ainsi douter de leur avenir. Pour ne pas laisser partir ailleurs le dynamisme de ce bassin de production caprin, le plus important de France, l'Interprofession se doit donc de définir des perspectives d'action qui tiennent compte de cette contradiction. Investir dans la concertation entre éleveurs et transformateurs et dans la gestion de leur diversité, devient un enjeu essentiel pour favoriser la durabilité de la production caprine sur le territoire régional. C'est là aussi qu'intervient la responsabilité des collectivités territoriales.

Les types socio-professionnels d'éleveurs caprins

Types	Structure	Profil et mode de vie	Etat d'esprit et projets
1- Les chevriers centrés sur l'atelier 19 éleveurs, dont 47% sur la zone 3	53% EARL, 47 % individuels 1,7 UTA lait + 4,5 UTA transformation 250 chèvres, 209 000 litres 44 ha Spécialisée (70 % CA) Valorisation : 513 euro / litre	44 ans Forte motivation initiale pour l'animal (47%) 84% formation technique (BTA ou +) 11% de WE réguliers et 68% de vacances 89% peu impliqués dans la vie locale	Fortes préoccupations techniques 59% bonne formation indispensable Recherche de sécurité des marchés 79% intention d'investir
2-Les agriculteurs entrepreneurs 31 éleveurs, dont 39% sur la zone 3	71 % GAEC ; 2,8 UTA 351 chèvres ; 273 000 litres 152 ha Très diversifiée (48 % CA total) Haut niveau d'équipement Valorisation : 770 euro / litre	41 ans 55% continuité de l'atelier 39% de WE réguliers, 69% de vacances	Le revenu, préoccupation dominante 47% passion pour le métier indispensable à l'installation Confiants dans l'avenir 50% intention d'investir à court terme Arrêt de l'atelier chèvre possible.
3- Les socioprofessionnels 18 éleveurs, dont 66% sur la zone 3	67 % GAEC, 17 % SCEA 2,4 UTA 354 chèvres ; 284 000 litres 64 ha Spécialisée Valorisation : 801 euro / litre	39 ans Installés dans cadre familial 78% formation agricole 39% WE réguliers, 83% de vacances 44 % arrêt de la traite (1,5 mois) Responsabilités : 61% professionnelles et 56% vie locale	56% bonnes connaissances et bonne formation technique installation indispensables 72% intention d'investir à court terme Mitigés pour l'avenir de l'atelier (50 %)
4- Les éleveurs de petite taille économique 27 éleveurs, dont 44% sur la zone 1	96 % Entreprise individuelle UTA totales = 1,3100 chèvres, 69 000 litres 41 ha Spécialisée ; peu équipés Valorisation : 470 euro / litre	46 ans, installés en 1984 reprise d'une activité existante 52% jamais de WE, 63% pas de vacances 81% sans responsabilité professionnelle	44% motivation indispensable à l'installation 90% « ferme pas intéressante » Pas de reprise assurée, ni d'intention d'investir arrêts prévus de l'atelier caprin (1/4)
5-Les éleveurs valorisateurs 9 éleveurs, dont 48% sur la zone 2	63 % Entreprise individuelle 2,35 UTA 87 chèvres ; 58 000 litres 41 ha ; peu équipés Transformateurs fermiers Valorisation : 1535 euro / litre	48 ans, installés en 1987 55% hors cadre familial Consacrent peu de temps à l'atelier chèvre 77% jamais de WE et de vacances	50% d'intention d'investir à court terme 3 projets à long terme autres qu'agricoles 66% ne souhaitent pas une limitation de la production par exploitation Développer une micro-filière au sein de leur exploitation

CA : chiffre d'affaires ; EARL : exploitation agricole à responsabilité personnelle ; GAEC : groupement d'exploitation agricole en commun ; SCEA : société civile d'exploitation agricole ; UTA : unité de travail annuel ; WE : week-end

- **Bacle S., Baumgarten C., Boittiaux D., Couilleau L., Mesgouez S., Robin J. (dir. Le Guen R., Chasles C., Lautrou Y., Roussel P-G.), 2006, Appréhender la diversité des structures et des logiques des producteurs caprins en Charentes-Poitou., Angers, Rapport d'étude, ESA.100 p.**
- **Commandeur M, Le Guen R., Dourmad J.Y., Casabianca F., 2006, La diversité des styles d'élevages porcins : une approche dans les Côtes d'Armor, Journées de la recherche porcine.**
- **Di Meo G., 1998, Géographie sociale et territoriales, Nathan Université, Paris, 320 p.**
- **Le Guen R., 2006, Fourrages, n°185, pp. 25-34**
- **Van Der Ploeg J.D., 2003, The virtual farmer, Van Corcum and Comp.B.V. Assen / Maastricht The Netherlands.**